

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



54895
Distr.
PARTICIPANTS
SEULEMENT

E/CN.14/L.387
24 janvier 1971

Original : FRANCAIS/
ANGLAIS

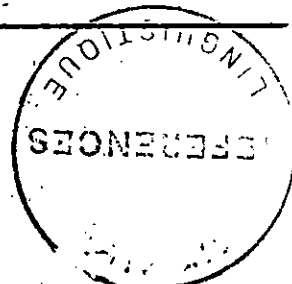


COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dixième Session

Conférence des Ministres

Tunis, 8-13 février 1971



FILE COPY

COOPERATION ENTRE L'ONUDI ET LA CEA POUR LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

I. Introduction

1. Un accord de coopération entre la CEA et l'ONUDI a été signé à Vienne, en novembre 1968, par le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur exécutif de l'ONUDI ^{1/}. Cet accord avait pour but de mettre au point progressivement un programme unifié d'action des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'industrie en Afrique et de permettre une meilleure utilisation des ressources dont disposent les deux organisations. Pour atteindre ces objectifs, l'ONUDI et la CEA ont pris au cours des deux dernières années un certain nombre de mesures qui ont porté sur les points suivants :

- a) Mise au point de procédures et de mécanismes d'harmonisation des programmes de travail des deux organisations;
- b) Echanges de renseignements entre les deux organisations sur les programmes opérationnels de l'ONUDI en Afrique;
- c) Examen persévérant de certains projets exigeant une attention immédiate;
- d) Rencontres annuelles entre les chefs des Secrétariats des deux organisations pour l'examen des politiques et des méthodes.

II. Discussions relatives aux programmes entre la CEA et l'ONUDI

2. Comme première mesure en vue de la mise au point d'un programme d'action unifié en Afrique, le Directeur exécutif de l'ONUDI a invité le Secrétaire exécutif de la CEA à se faire représenter à Vienne au moment de l'élaboration du programme de travail de l'ONUDI. Son représentant a pris part à des discussions qui ont permis aux deux organisations de se consulter sur leurs programmes de travail respectifs. Au cours de ces entretiens, chaque organisation a pu faire connaître son point de vue sur le programme de travail de l'autre et proposer des projets devant être mis en oeuvre conjointement par l'ONUDI et la

^{1/} ID/B/55, annexe III.

CEA. Au cours de la première de ces réunions qui a eu lieu en novembre et décembre 1969 à Vienne, il a été possible, non seulement de s'entendre pour coopérer à l'exécution de certains projets, en nombre limité il est vrai, mais aussi de jeter les bases des discussions futures sur les programmes des deux organisations. Ces rencontres ont montré que la CEA était en mesure d'aider utilement l'ONUDI en mettant à sa disposition son expérience et sa connaissance approfondie des problèmes africains. L'ONUDI, pour sa part, pourrait augmenter l'efficacité de ses programmes opérationnels en Afrique en recherchant la coopération active de la CEA pour la promotion de projets d'assistance technique financés par le PNUD.

3. Cette deuxième série de discussions entre l'ONUDI et la CEA qui s'est déroulée en décembre 1970 a permis de dégager trois grandes catégories de projets pouvant donner lieu à une coopération :

- a) Projets prioritaires inscrits aux programmes de travail des deux organisations et qui se prêtent de ce fait à une programmation et une mise en oeuvre concertées;
- b) Projets offrant de grandes possibilités de coopération, mais qui ne pourront être exécutés que si les deux organisations disposent des fonds nécessaires à cet effet;
- c) Projets semblant présenter des possibilités de coopération, au sujet desquels un échange de correspondance ultérieur a été jugé nécessaire.

En décembre 1970, les deux organisations se sont mises d'accord à Vienne sur les projets suivants qui tombent sous a) ci-dessus : étude régionale sur les produits chimiques de base; possibilités de développement de l'industrie des engrais; perspectives de développement de certains secteurs industriels dans les années 1970; rapports concernant des secteurs industriels déterminés; stage de formation en matière de services de vulgarisation pour la petite industrie en Afrique (1971, Kinshasa); mesures spéciales pour le développement de la petite industrie - centre de formation pour le personnel des services de vulgarisation de la petite industrie; programmes permettant d'évaluer le développement de la petite industrie (détermination des possibilités d'investissement dans la petite industrie); possibilités d'utiliser des centres de formation en dehors de l'Afrique (fourniture de renseignements sur les possibilités de formation industrielle et assistance pour la sélection des participants); conseil régional pour l'Afrique, en matière de formation; réunion pour la promotion de projets industriels spécifiques; stages de formation pour le personnel des services de normalisation (journées d'études sous-régionales); résumés de plans nationaux de développement; analyses des coûts et rendements sur le plan national; formulation et évaluation des projets industriels; planification du développement industriel régional.

4. Au cours de la deuxième série d'entretiens sur les programmes qui s'est déroulée en novembre 1970, l'ONUDI a insisté sur la nécessité d'une coordination de plus en plus étroite des programmes de la CEA dans le domaine de l'industrie avec les projets opérationnels de l'ONUDI dans la région de l'Afrique. Il a également été jugé souhaitable que l'ONUDI puisse utiliser les services du personnel de la CEA pour l'exécution de missions d'assistance technique et que ces dernières soient entreprises dans le cadre des programmes de travail des deux organisations. L'ONUDI a en outre fait savoir qu'elle demanderait ses conseillers hors-siège pour le développement industriel de fournir une assistance aux équipes de conseillers des Nations Unies pour le développement que l'on envisage de créer en Afrique. Un des objectifs de ces équipes est d'aider les petits pays dans leurs efforts de développement. Elles se chargeraient de la planification générale du développement économique et des relations entre les divers secteurs de l'économie, tandis que l'ONUDI s'occuperait de la planification générale et sectorielle de l'industrie et de l'élaboration de projets déterminés.

III. Principaux aspects de la coopération entre la CEA et l'ONUDI

5. Les principaux aspects de la coopération entre la CEA et l'ONUDI en 1969-70 sont décrits dans le document de l'ONUDI intitulé "Rôle de l'ONUDI dans la coordination des activités de développement industriel" (ID/B/65, pages 88 à 100). Les principales activités de l'ONUDI auxquelles la CEA a participé sont : le Stage de formation en matière de services de vulgarisation pour la petite industrie, qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en mai 1970; les journées d'études régionales sur le développement des industries des matériaux de construction à base d'argile en Afrique, qui ont eu lieu à Tunis en octobre 1970 et les journées d'études à l'intention du personnel des services d'information industrielle qui ont eu lieu à Téhéran (Iran). Faute de crédits, la CEA n'a pu participer au Stage de formation en matière de services de vulgarisation pour la petite industrie dans la sous-région de l'Afrique de l'Est, qui s'est tenu au mois de juin à Kampala (Ouganda).

6. Un secteur particulièrement important de la coopération entre l'ONUDI et la CEA est l'organisation de réunions de promotion des investissements destinées à faciliter et à stimuler les contacts entre fournisseurs éventuels de fonds privés ou publics et promoteurs de projets industriels déterminés dans les pays en voie de développement. La plus récente réunion de ce genre a été organisée à Nairobi, du 30 novembre au 4 décembre 1970, avec le concours de la Banque africaine de développement et de la CEA. Sur les 300 participants, 80 venaient de 25 pays d'Afrique et avaient des projets à présenter aux investisseurs potentiels 2/. Le montant des investissements

2/ Les pays africains suivants étaient représentés à cette réunion : Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Ouganda, Rwanda, République centrafricaine, République populaire du Congo, Sénégal, Somalie, Souaziland, République-Unie de Tanzanie, Togo et Tunisie.

envisagés pour l'Afrique a atteint presque 700 millions de dollars. La réunion de Nairobi était la troisième d'une série organisée par l'ONUDI pour aider les pays africains en voie de développement à attirer chez eux aussi bien les ressources que les connaissances techniques nécessaires pour stimuler la croissance industrielle ^{3/}. En raison du succès de cette réunion, la CEA a déjà confirmé à l'ONUDI qu'elle lui apporterait tout son concours pour organiser la troisième réunion régionale de promotion des investissements qui doit se tenir en Afrique en 1971.

(Suite de la note 2)

Les investisseurs potentiels venaient des pays suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République fédérale d'Allemagne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

^{3/} Les deux premières réunions ont eu lieu respectivement à Tunis, en mai 1969 et à Rabat (Maroc), en octobre 1969.

IV. Conseillers régionaux pour le développement industriel

7. Cinq conseillers régionaux pour le développement industriel, rémunérés par l'ONUDI, sont détachés auprès de la CEA. Ces conseillers sont des spécialistes de secteurs tels que la sidérurgie, les produits chimiques, les industries alimentaires, etc., et leur tâche consiste à fournir des avis techniques aux gouvernements, sur leur demande, et à entreprendre des missions exploratoires et consultatives en vue de l'établissement de programmes communs par deux ou plusieurs pays de la région 4/. Les conseillers régionaux effectuent aussi des missions à la demande de l'ONUDI et avec l'accord des commissions économiques régionales auprès desquelles ils sont détachés. L'activité de ces conseillers renforce donc l'aide fournie par l'ONUDI et la CEA pour les questions opérationnelles relatives aux projets régionaux et nationaux. En fournissant des avis spécialisés, les conseillers régionaux complètent l'action des conseillers hors-siège de l'ONUDI pour le développement industriel et contribuent avec eux à l'établissement d'un programme général de travail pour l'ONUDI et la Commission économique pour l'Afrique.

V. Conseillers hors-siège pour le développement industriel

8. Au mois de décembre 1970, quatre conseillers hors-siège de l'ONUDI pour le développement industriel étaient affectés aux bureaux des Représentants résidents du PNUD en Afrique, à Addis-Abéba (Ethiopie), à Dakar (Sénégal), au Caire (République arabe unie), à Kinshasa (République démocratique du Congo) respectivement; deux autres seront prochainement affectés à Lusaka et à Lagos. Ces conseillers se rendent dans différents pays pour promouvoir et faciliter la mise en oeuvre des projets d'assistance technique intéressant l'industrie en Afrique. Le conseiller hors-siège affecté au bureau du Représentant résident du PNUD à Addis-Abéba remplit également les fonctions d'attaché de liaison de l'ONUDI auprès de la CEA, ce qui accroît les moyens de contact et de liaison entre les deux organisations pour les questions d'intérêt mutuel. Il a été noté, au cours de l'examen du programme de 1970, que le nombre des conseillers hors-siège pour le développement industriel affectés en Afrique serait accru, facilitant ainsi l'extension de leurs activités à tous les pays de la région. (Cette mesure permettra aussi au conseiller hors-siège de l'ONUDI à Addis-Abéba de consacrer davantage de temps à ses fonctions d'attaché de liaison auprès de la CEA). La CEA sera tenue informée du travail des conseillers hors-siège.

4/ Deux de ces conseillers ayant achevé leur mission, l'ONUDI et la CEA étudient actuellement leur remplacement et, notamment, les domaines dans lesquels les nouveaux conseillers devront être spécialisés.

VI. Programmes opérationnels en Afrique

9. Au cours de l'année 1970, l'ONUDI a fourni à 41 pays africains et à des organisations régionales telles que l'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAMM), l'Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal (OERS) et le Centre de développement industriel pour les Etats arabes (IDCAS), une assistance technique d'une valeur approximative de 4,4 millions de dollars, contre 2,8 millions de dollars en 1969 et 2,4 millions de dollars en 1968. Sur ce total, l'aide fournie au titre de l'élément Assistance technique du PNUD s'est élevée en 1970 à 519 400 dollars, l'accent étant mis en particulier sur la planification industrielle et l'établissement de politiques industrielles. Le montant en valeur des demandes présentées au titre du programme des SIS pour l'Afrique est passé de 896 000 dollars en 1969 à 982 300 dollars en 1970.

10. En 1970, 23 projets du Fonds spécial étaient en cours d'exécution en Afrique et les crédits affectés à cet usage par le PNUD ont atteint 17,2 millions de dollars. Deux nouveaux projets du Fonds spécial, à l'exécution desquels 735 100 dollars seraient affectés par le PNUD, doivent figurer dans les propositions que le Directeur du Programme soumettra au Conseil d'administration en janvier 1971. Un certain nombre de projets du Fonds spécial sont en cours d'examen et on s'attend à un nouvel accroissement du nombre des demandes présentées au PNUD.

11. Les contributions volontaires versées à l'ONUDI ont généralement été utilisées pour la création d'unités complètes de production : ateliers de mécanique et fonderies, ateliers de réparation et d'entretien, centres d'information industrielle, etc.. En 1970, l'ONUDI a approuvé, pour les pays africains, 15 projets d'une valeur globale de 610 000 dollars.

12. L'ONUDI a commencé, il y a trois ans, à élaborer des plans à long terme d'assistance technique à l'intention de 22 pays en voie de développement. Les plans d'assistance à long terme tiennent compte des buts et objectifs de développement des pays intéressés, mais ils sont orientés principalement vers l'identification des domaines où une assistance industrielle fournie par l'ONUDI et financée par le PNUD pourrait s'avérer particulièrement efficace. L'ONUDI se préoccupe spécialement de déterminer, à l'avance, les secteurs de l'industrie pour lesquels des demandes d'aide seront vraisemblablement présentées - industrie légère ou lourde, industries alimentaires, industries mécaniques et électriques, par exemple, ainsi que d'autres types importants d'activités tels que le contrôle de la qualité, la normalisation, l'évaluation des projets, le développement des industries orientées vers l'exportation, le financement et la promotion

des investissements, les installations industrielles, les programmes de réparation et d'entretien, etc.. Au 24 novembre 1970, 11 missions de programmation à long terme avaient été accomplies en Afrique 5/.

VII. Conclusions

13. Depuis la signature de l'accord de novembre 1968, la coopération entre la CEA et l'ONUDI a été intensifiée et les deux organismes ont orienté leurs efforts vers un objectif majeur : la formulation d'un programme d'action de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'industrie en Afrique. La question a déjà par deux fois fait l'objet des discussions qui se sont avérées utiles pour l'un comme pour l'autre interlocuteur. Il faudrait que ces entretiens se poursuivent, en vue notamment de l'élaboration d'un programme d'action commun dans le cadre de la deuxième Décennie pour le développement. L'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, a adopté une résolution concernant la deuxième Décennie pour le développement qui ouvre de vastes perspectives d'action en Afrique. De nouveaux programmes pourraient être élaborés en vue d'étudier et d'évaluer les progrès de l'industrie, de faire le point de la situation dans certains secteurs industriels, d'aider les gouvernements à formuler des politiques industrielles, etc..

14. Si l'on veut harmoniser les programmes de travail et les programmes de développement en vue d'une action commune, il est indispensable d'envisager certaines mesures nouvelles qui faciliteront l'établissement d'un programme d'action unifié en Afrique. La première de ces mesures est la participation accrue de la CEA à la promotion des programmes opérationnels intéressant l'industrie en Afrique, qui doivent être financés par le PNUD. La deuxième consiste à réajuster les cycles de programmation des deux organismes et à prévoir un personnel et des délais suffisants pour la mise en oeuvre des programmes opérationnels intéressant l'industrie. Enfin, il serait souhaitable d'étudier la possibilité de délimiter les attributions des deux organismes compte tenu de leurs compétences particulières :

5/ Des missions de programmation à long terme ont été menées à bien dans les pays suivants : Algérie, Communauté de l'Afrique de l'est, Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta, Libye, Mali, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Togo et Tunisie.

Des travaux de préparation sont en cours pour les pays suivants : Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Dahomey, Ethiopie, Gabon, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Mauritanie, Maurice, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République populaire du Congo, Rwanda, Somalie, Soudan et Tchad.

connaissance des divers pays, expérience en matière de planification et de politiques générales, de technologie des divers secteurs industriels, etc.. Il serait ainsi possible de mieux utiliser les ressources dont disposent les deux organismes.

15. Il convient de noter que, conformément aux dispositions de la résolution 2638(XXV) de l'Assemblée générale, la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI se tiendra à Vienne du 1er au 8 juin 1971. La Conférence extraordinaire aura notamment pour tâche d'examiner la stratégie et l'orientation à long terme des activités de l'ONUDI, le rôle de l'Organisation dans la deuxième Décennie pour le développement et le transfert et l'adaptation des techniques en vue de favoriser le développement industriel. On espère, en particulier, que la Conférence fournira à l'ONUDI des directives concernant le rôle qu'elle doit jouer et les activités qu'elle doit entreprendre au cours de la deuxième Décennie pour le développement. L'attention des Gouvernements africains sera appelée sur cette Conférence lors de l'examen du point de l'ordre du jour qui doit lui être consacré à la réunion du Conseil des ministres, à la dixième session de la Commission économique pour l'Afrique.
